

Evacuations des campements Roms : le droit à l'éducation n'est pas négociable

SUD éducation exprime sa forte inquiétude sur la situation des enfants Roms lors des évacuations des campements.

Le gouvernement continue la politique de destruction de ces campements entamée par le précédent, la différence n'est que dans des mesures illusoires d'accompagnement de courte durée.

Par contre, le traumatisme pour les enfants est le même : cela se traduit par des ruptures de scolarité, de suivis sociaux et médicaux, puis la reprise de l'errance des familles. Les droits élémentaires de l'Enfant sont bafoués. Certains organismes internationaux et instances européennes commencent à faire part de leurs inquiétudes.

SUD éducation rappelle que le droit à l'éducation n'est pas négociable et exige que l'intérêt supérieur de l'Enfant soit strictement respecté. SUD éducation continuera à intervenir sur les terrains, dans les mairies et les services de l'Education nationale pour imposer cette scolarisation.

La fédération SUD éducation :

- ⇒ condamne la politique discriminatoire du gouvernement Hollande-Ayrault-Valls à l'égard des Roms ;**
- ⇒ demande que soit mis fin à toutes les mesures dérogatoires en France et en Europe qui entravent la liberté de circuler et qui excluent des milliers de travailleurs/euses roms du droit de travailler ;**
- ⇒ exige que le droit au logement soit effectif sans condition d'origine ou de nationalité, et qu'il n'y ait aucune expulsion sans relogement, pour les Roms comme pour tou-te-s les résident-e-s ;**
- ⇒ appelle à construire des mobilisations pour faire respecter par l'ensemble des institutions (Mairies, Conseils Généraux, Régions, IA, Rectorats, État, Union Européenne) les droits inconditionnels au travail et au revenu, au logement et à l'éducation.**